

PROJECTIONS ÉCONOMIQUES POUR LA BELGIQUE

Février 2009

En temps normal, la Banque publie deux fois par an, en juin et en décembre, des projections économiques pour la Belgique. La dernière édition a été finalisée le 20 novembre 2008 et publiée dans la Revue économique de décembre 2008. À ce moment, la Banque prévoyait un recul modéré de l'activité en 2009 et un apaisement de l'inflation. Conformément à l'appréciation des institutions internationales et aux projections de l'Eurosystem de l'époque, ces évolutions attendues s'inscrivaient dans un scénario d'affaiblissement généralisé de la demande dans la zone euro et de repli des prix pétroliers, dans un contexte de renforcement des effets de contagion de la crise financière sur l'économie réelle.

Rapidement, il est apparu que le ralentissement de l'économie mondiale était beaucoup plus généralisé et rapide que ce qui avait été prévu. En particulier, la production industrielle et les échanges internationaux ont diminué brutalement, tant dans les économies développées que dans les pays émergents, ce que reflète notamment le plongeon des indicateurs de conjoncture de la BNB en novembre et décembre 2008. Subséquemment au ralentissement de l'activité globale, les cotations des matières premières sur les marchés internationaux, et en premier lieu celles du pétrole, se sont repliées bien au delà des hypothèses retenues précédemment.

Certes, le ralentissement de l'inflation qui découle de la baisse des prix des matières premières, d'une part, et l'action des autorités monétaires et des pouvoirs publics en vue stabiliser les marchés financiers et les institutions bancaires et de contrer le ralentissement conjoncturel, d'autre part, contribuent à soutenir l'économie. Toutefois, les forces de contraction continuent à dominer nettement à court et moyen terme, de sorte qu'il apparaît aujourd'hui que le recul en cours de l'activité serait largement plus prononcé et que la reprise interviendrait plus tard. Dans ce contexte, les projections économiques pour la Belgique ont dû être amendées.

Tableau 1: Principaux résultats
(pourcentages de variation, sauf mention contraire)

	2008	2009	Révisions 2009 ¹
Inflation totale (IPCH)	4,5	0,5	-1,4
Indice-santé	4,2	1,1	-1,2
PIB réel	1,1	-1,9	-1,7
dont:			
Consommation privée	0,8	-0,3	-0,3
Investissements des entreprises	6,7	-4,9	-3,0
Exportations	3,0	-4,3	-4,2
Importations	4,2	-3,2	-3,5
Emploi (variations annuelle moyenne en milliers d'unités)	71,0	-25,6	-33,5
Taux de chômage (p.c. de la population active)	7,1	7,8	+0,9
Solde des finances publiques (p.c. du PIB)	-1,1	-3,3	-1,6

¹ Révisions par rapport aux projections de l'automne 2008.

Origine des révisions

Les informations récentes sur l'évolution conjoncturelle en Belgique indiquent que l'ampleur du recul du PIB au quatrième trimestre de 2008 et au début de 2009 aurait été significativement plus importante qu'escompté dans les dernières projections de la Banque. Selon les nouvelles estimations de la Banque, le PIB aurait diminué de 1,3 p.c. au quatrième trimestre de 2008, ramenant la croissance annuelle moyenne pour cette année à 1,1 p.c. En outre, les perspectives pour l'ensemble de l'économie mondiale, et notamment pour les pays voisins se sont également fortement détériorées, comme le montrent les prévisions publiées au cours des dernières semaines par la Commission européenne et le Fonds monétaire international, de sorte que les marchés extérieurs de la Belgique apparaissent désormais nettement en contraction. Parallèlement, exprimées en euro les cotations du pétrole sont désormais inférieures de quelque 30 p.c. à l'hypothèse de l'automne.

Compte tenu de ces éléments, les projections pour 2009 montrent à la fois une diminution importante de l'activité et de l'emploi en Belgique, à l'instar de ce qui est attendu pour la zone euro, et un ralentissement significatif de l'inflation.

Ainsi, selon les projections révisées, le PIB reculerait de 1,9 p.c. en volume, contre une contraction de 0,2 p.c. prévue précédemment. Les révisions les plus significatives ont été portées au niveau des exportations et, par effet d'entraînement, des investissements des entreprises. L'évolution de la consommation privée a également été révisée à la baisse, mais dans une ampleur moindre.

Le caractère plus prononcé et plus persistant du ralentissement économique explique la révision à la baisse des projections pour le marché du travail. En dépit d'un recours important aux instruments permettant de réduire le nombre d'heures ouvrées par personne plutôt que de procéder immédiatement à une réduction des effectifs, le nombre annuel moyen d'emplois devrait diminuer de plus de 25.000 unités en termes nets en 2009. Cette évolution correspond à une perte attendue de quelque 57.000 emplois entre le quatrième trimestre de 2008 et le quatrième trimestre de 2009; en particulier les emplois les plus sensibles à la conjoncture diminueraient de 71.000 unités. En moyenne annuelle, le taux de chômage passerait de 7,1 p.c. en 2008 à 7,8 p.c. en 2009.

En matière d'inflation, les réalisations récentes, de novembre 2008 à janvier 2009, se sont avérées inférieures aux projections, en raison principalement de la chute du prix des produits pétroliers. Pour la suite de 2009, les projections ont aussi été révisées à la baisse du fait de l'effet retardé de la chute des cours pétroliers sur les prix à la consommation du gaz et de l'électricité et de la détérioration des perspectives en matière de demande et de marché du travail. L'inflation totale, mesurée par l'IPCH, reviendrait en moyenne à 0,5 p.c. en 2009. Selon les projections, l'inflation serait temporairement négative durant l'été 2009. Cette situation, qui ne durerait que quelques mois, résulte uniquement d'effets de base liés au niveau record des cotations des produits pétroliers observé durant l'été 2008. Elle ne reflète donc pas un état fondamental de déflation. Pour sa part, la progression de l'indice-santé ressortirait à 1,1 p.c.

Selon les projections révisées, le déficit du compte du secteur des administrations publiques passerait de 1,1 p.c. du PIB en 2008 à 3,3 p.c. en 2009. Par rapport à la prévision de l'automne 2008, qui faisait état d'un déficit de 1,7 p.c. en 2009, la dégradation résulte largement de la détérioration des perspectives économiques. À cela s'ajoute la faiblesse de certaines rentrées fiscales observée à la fin de l'année 2008 et la prise en compte du plan de relance décidé par le gouvernement, y compris les mesures de réduction du coût du travail pour les entreprises qui accompagnent l'accord interprofessionnel.

Les nouvelles projections de la Banque sont proches des résultats récents des autres institutions.

Tableau 2: Comparaison des prévisions pour 2009

	PIB réel	Inflation	Solde budgétaire ¹	Date de publication
CE	0,1	2,5	-1,4	3 nov. 2008
OCDE	-0,1	1,9	-1,3	26 nov. 2008
BNB	-0,2	1,9	-1,7	8 déc. 2008
CE	-1,9	1,1	-3,0	19 janv. 2009
ICN	-1,7	1,0	-3,0	28 janv. 2009
BNB	-1,9	0,5	-3,3	9 fév. 2009

¹ Pourcentages du PIB.

Projections pour l'économie belge: synthèse des principaux résultats

(pourcentages de variation par rapport à l'année précédente, sauf mention contraire)

	2005	2006	2007	2008 e	2009 e
CROISSANCE (données corrigées des effets de calendrier)					
PIB en volume	2,2	3,0	2,6	1,1	-1,9
Contributions à la croissance:					
Dépenses intérieures, hors variation des stocks	2,3	2,1	2,8	1,9	-0,7
Exportations nettes de biens et services	-0,6	0,1	-0,3	-1,0	-1,0
Variation des stocks	0,5	0,9	0,1	0,3	-0,2
PRIX ET COÛTS					
Indice des prix à la consommation harmonisé	2,5	2,3	1,8	4,5	0,5
Indice-santé	2,2	1,8	1,8	4,2	1,1
Déflateur du PIB	2,4	2,3	2,4	2,2	2,7
Termes de l'échange	-0,3	-0,7	0,5	-2,9	1,8
Coûts salariaux par unité produite dans le secteur privé	0,9	1,5	3,1	3,6	2,8
Coûts salariaux horaires dans le secteur privé	2,4	3,1	3,7	3,5	2,6
Productivité horaire dans le secteur privé	1,5	1,6	0,6	-0,2	-0,1
MARCHÉ DU TRAVAIL					
Emploi intérieur (variation annuelle moyenne, en milliers de personnes)	54,8	58,1	77,4	71,0	-25,6
Volume total de travail ¹	0,9	1,5	2,0	1,2	-1,7
Taux de chômage harmonisé ² (p.c. de la population active)	8,5	8,3	7,4	7,1	7,8
REVENUS					
Revenu disponible réel des particuliers	0,4	2,5	2,8	0,1	1,7
Taux d'épargne des particuliers (p.c. du revenu disponible)	12,6	12,9	13,7	12,9	14,8
FINANCES PUBLIQUES³					
Solde de financement (p.c. du PIB)	-2,6	0,3	-0,3	-1,1	-3,3
Solde primaire (p.c. du PIB)	1,6	4,3	3,5	2,7	0,5
Dette publique (p.c. du PIB)	92,1	87,8	83,9	88,7	94,8
COMPTE COURANT (selon la balance des paiements, p.c. du PIB)					
	2,6	2,0	1,7	-2,0	-1,2

Sources: CE, DGSIE, ICN, BNB.

¹ Nombre total d'heures ouvrées dans l'économie.² Série ajustée (Eurostat).³ Selon la méthodologie utilisée dans le cadre de la procédure sur les déficits publics excessifs (EDP).